

# Lutte de classe

## La journée du 18 octobre relatée par *Le Monde*, plus un article.

(Je reproduis les informations que j'ai trouvées sur le site Internet du *Monde*. Les fautes d'orthographe ou de frappe sont à imputées à ce journal, je n'ai pas le temps de m'y attarder, je n'ai pas eu le temps non plus de mettre en italique tous les passages qui figurent entre guillemets.)

### **6 h 00 : trafic SNCF "très perturbé"**

Le trafic SNCF au plan national était déjà "très perturbé" jeudi matin, à 6 heures, conformément aux prévisions annoncées, en raison de la grève contre la réforme des régimes spéciaux de retraite à l'appel des huit syndicats de cheminots, a indiqué l'entreprise.

La SNCF a prévu que seulement 46 TGV sur environ 700 en temps normal circulent sur le réseau national, entre Paris et la province, dont aucun au départ ou en provenance de Paris-Nord.

Huit Eurostar (Paris-Londres) sur 10, et 6 Thalys (Paris-Bruxelles, Paris-Amsterdam, Paris-Cologne) sur 10 sont assurés.

Le trafic TER est très perturbé dans toutes les régions SNCF. Des transports de substitution par bus sont proposés sur certaines lignes, de sorte que plus de 1 800 circulations (train et bus) seront assurées dans la journée.

Seuls dix trains Corail (grandes lignes hors TGV) doivent circuler jeudi.

Certains trains Transiliens et RER sont assurés en Ile-de-France mais sur des tronçons réduits, notamment aux heures de pointe, le matin avant 10 heures et en fin d'après-midi, à partir de 16 heures. Aucun train ne circulera entre Paris et l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle.

### **6 h 15 : "Apparition de quelques petits bouchons"**

La circulation routière sur les grands axes d'Ile-de-France était relativement dense, jeudi à 6 heures du matin, avec l'"apparition de quelques petits bouchons" inexistants d'ordinaire à une telle heure, a-t-on appris auprès du Centre national d'information routière (CNIR).

Le trafic est dense mais dans l'ensemble fluide en Ile-de-France, a-t-on indiqué de même source, en observant toutefois "l'apparition de quelques petits bouchons de 3/4 kms à des endroits où d'ordinaire il n'en existe pas à pareille heure : ainsi à hauteur de Lisses (Essonne) sur l'A6, de Brie sur l'A4 (Seine-et-Marne) et de Romainville (Seine-Saint-Denis) sur l'A3".

En province la situation était normale, sans difficulté notable ou toutefois inhabituelle.

Le CNIR n'était pas en mesure de faire un pronostic quant à l'évolution de la circulation en région parisienne en début de matinée, ignorant les comportements d'anticipation des Franciliens face à ce mouvement social.

### **6 h 30 : trafic normal pour le métro toulousain, légers retards pour les autobus**

Le trafic était normal, jeudi matin, pour le métro automatique de Toulouse, et de légers retards étaient constatés à 6 heures pour la circulation des autobus, a indiqué Tisséo, la société gérant les transports. Aucun des deux dépôts de la ville n'était bloqué et "tous les bus sortent", a-t-on ajouté auprès du service communication de Tisséo. Certains grévistes distribuent des tracts, ce qui retarde d'une vingtaine de minutes le départ des autobus vers Toulouse et son agglomération.

Les deux lignes du métro automatique, de type Val, desservent normalement la ville de Toulouse sur des axes est-ouest et nord-sud.

### **6 h 45 : trafic RATP "très fortement perturbé"**

Vers 6 h 30, les lignes A et B du RER n'avaient "pas encore démarré". Leur trafic devait être "quasi nul" dans la journée. Les interconnexions sont suspendues à Nanterre-Préfecture et gare du Nord.

Un métro sur deux circulait sur la ligne 1, 35 % du service était assuré sur les lignes 2 et 4, 20 % sur la ligne 6, et 10 % sur les lignes 8 et 9. La ligne 14, automatique, fonctionnait normalement.

Les autres lignes n'avaient "pas encore démarré", les "prises de service des agents pouvant se faire jusqu'à 7 h 30", a précisé la RATP. Seuls "quelques trains" devaient circuler au cours de la journée. 10 à 15% des bus et tramways étaient en circulation. (58% étaient en grève à la RATP, chiffre de la direction)

#### **7 h 00 : "Situation normale" à Orly et Roissy**

La situation était "tout à fait normale" jeudi matin dans les aéroports d'Orly et de Roissy, a-t-on appris auprès de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) qui n'enregistre ni retard de vols, ni gréviste parmi les contrôleurs aériens.

La DGAC a confirmé à l'AFP que certains vols ont été annulés préventivement afin d'anticiper les conséquences de la grève. La DGAC avait estimé, en début de semaine, qu'il pourrait y avoir des perturbations en début de journée notamment à Orly.

#### **7 h 20 : trafic peu perturbé à Lyon**

Le trafic du métro et des trois lignes de tramway à Lyon était presque normal tandis que la circulation des bus était plus perturbée, indiquent les Transports en commun lyonnais (TCL). Les lignes A et B du métro fonctionnaient à 71 %, tandis que 100 % des rames des lignes C et D, cette dernière étant automatique, circulait. Du côté des tramways, le service de la ligne T1 était limité pour une durée indéterminée entre Charpenne et son terminus, l'IUT Feyssine, non à cause de la grève mais d'un incident technique, précisait les TCL. La ligne T2 était quant à elle assurée à 81 % et la ligne T3 fonctionnait normalement. Le funiculaire reliant Saint-Jean à la basilique de Fourvière était totalement arrêté, tandis que celui entre Saint-Jean et Saint-Just fonctionnait normalement. Enfin, du côté des bus, les TCL annonçaient un trafic assuré à 65 % en moyenne. Sur certains trajets, aucun bus ne circulait jeudi matin, tandis que sur d'autres, le trafic était normal ou très peu perturbé.

#### **7 h 45 : le trafic toujours "très fortement perturbé" à la RATP**

Aucun train ne fonctionne sur les RER A et B, et aucun tramway, a indiqué la direction de la RATP vers 7 h 30.

Deux métros sur trois circulaient sur la ligne 1, 35 % du service était assuré sur les lignes 2 et 4, 20 % sur la ligne 6, et moins d'une rame sur six sur les lignes 5, 8 et 9. La ligne 14, automatique, fonctionnait normalement.

#### **7 h 56 : trafic SNCF nul en PACA**

Le trafic SNCF était quasiment à l'arrêt dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Selon la direction régionale de la SNCF, aucun des 500 trains express régionaux (TER) ne circulait. Le trafic était également totalement nul sur les trains grandes lignes. Seuls deux TGV à destination de Paris ont été maintenus. La SNCF a mis en place un dispositif d'environ 200 cars pour desservir les principales villes de la région. A Marseille, les transports en commun fonctionnaient en revanche normalement.

#### **8 h 28 : François Hollande demande au gouvernement de rouvrir le cadre global**

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a souligné l'ampleur de la mobilisation à l'occasion de la grève contre la réforme des régimes spéciaux de retraite, faisant remarquer que le mouvement était "soutenu par toutes les organisations syndicales". "Je dis au gouvernement de rouvrir le cadre global qui doit permettre les discussions entreprise par entreprise", a déclaré M. Hollande sur RTL. "Il n'y a pas eu véritablement négociation. Le cadre a été fixé, l'alignement [des régimes spéciaux] décidé, mais il n'y pas eu prise en compte de la pénibilité", a-t-il expliqué. "La réforme des régimes est nécessaire, mais pour être réussie, elle doit respecter deux principes : le premier, celui de la négociation à partir d'un cadre global, ensuite le critère de la pénibilité qui doit être le fondement de la durée de cotisation", a-t-il ajouté.

#### **8 h 30 : Olivier Besancenot veut prolonger la grève**

Olivier Besancenot, le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), espère que le mouvement contre la réforme des régimes spéciaux de retraite durera plus de 24 heures. "Nos militants de la LCR poussent à ce que la grève soit reconduite demain matin, c'est ce qu'ils vont

proposer aux autres salariés, ils ne sont pas les seuls et c'est tant mieux", a-t-il déclaré, jeudi matin, sur Canal +.

#### **8 h 52 : "On est très déterminés", indique Laurent Wauquiez**

"Notre état d'esprit, c'est de dire : on est là pour écouter derrière la grève les craintes et les inquiétudes qui s'expriment et d'essayer d'y répondre", a dit Laurent Wauquiez, le porte-parole du gouvernement, sur France Info. Mais l'augmentation de la durée de cotisation "c'est quelque chose sur lequel on ne peut pas céder", a-t-il dit. "On est très déterminés sur le fait que passer de 37,5 ans à 40 ans de durée de cotisation, ce qu'ont fait comme effort les gens du public et du privé, c'est quelque chose sur lequel on ne peut pas céder", a-t-il ajouté. "On n'est pas là pour stigmatiser, on n'est pas là pour dire 'vous êtes des nantis', on essaye juste de dire 'essayons ensemble d'assurer la pérennité du financement des retraites'", a-t-il ajouté à l'adresse des grévistes. Laurent Wauquiez a rappelé que le système de service minimum, voté cet été, n'entrerait en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2008. "C'est vrai que sur un jour comme celui-là on aurait bien aimé qu'il soit là, mais pour l'instant il n'est pas encore appliqué", a expliqué le porte-parole du gouvernement.

#### **9 h 02 : "On n'a pas créé les conditions du dialogue", dit Bernard Thibault**

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a justifié la grève sur France Inter. "Ceux qui ont décidé d'avoir recours à la grève n'ont pas eu d'autre choix parce qu'on n'a pas créé les conditions du dialogue, de la négociation, pour définir ce qui devait être fait pour l'avenir de leurs retraites", a-t-il déclaré. "On s'est entendu dire il y a quelques semaines par le premier ministre : 'la réforme est bouclée'. On s'est entendu dire quelques jours après par le président de la République : 'Je demande au ministre du travail d'arrêter la réforme en quinze jours'", a-t-il poursuivi. "On ne peut pas modifier des pans importants du contrat de travail, on ne peut pas décréter que les retraites diminueront de 20 à 25 % de manière unilatérale".

#### **9 h 25 : "Un affiche politique", pour le secrétaire général-FO des cheminots**

La fédération FO des cheminots met en garde le gouvernement sur le risque qu'il court de provoquer un conflit dur à la SNCF pour obtenir un "affichage politique" sur la réforme des régimes spéciaux de retraite. "Le gouvernement ne veut pas négocier sur des principes qu'il a déclarés non négociables, sur l'essentiel", c'est-à-dire le passage de 37,5 ans à 40 ans de cotisations, déplore son secrétaire général, Rémy Aufrère. "Est-ce que c'est pour des raisons financières ou politiques qu'on veut casser le régime général des cheminots et d'autres régimes spéciaux ?", ajoute-t-il dans un entretien téléphonique avec Reuters.

#### **9 h 30 : La CGT-Cheminots attend un message du gouvernement**

Le secrétaire général de la CGT-Cheminots, Didier Le Reste, a déclaré que les "cheminots en grève aujourd'hui attendent que le gouvernement leur envoie des messages", ajoutant qu'il en tiendrait compte pour la suite du mouvement. "Les cheminots en grève attendent que le gouvernement leur envoie des messages, leur fasse des annonces, comme la direction de l'entreprise", a déclaré M. Le Reste, sur i-Télé. Le secrétaire général a ajouté qu'il "apprécierait dans la journée" quelle est leur attitude pour décider éventuellement de la suite à donner au mouvement.

#### **10 h 35 : Xavier Bertrand "prêt à recevoir" les syndicats la semaine prochaine**

Le ministre du travail, Xavier Bertrand, est "prêt à recevoir" les organisations syndicales sur la réforme des régimes spéciaux de retraite "dès la semaine prochaine", a-t-il indiqué jeudi à l'AFP. "La CGT souhaite que je la reçoive à nouveau, ce sera fait dès la semaine prochaine", a déclaré le ministre interrogé par l'AFP, à la suite de la demande du secrétaire général de la CGT-Cheminots, Didier Le Reste. "D'autres organisations syndicales ont demandé à me rencontrer à leur tour, je les recevrai également la semaine prochaine à des dates que nous fixerons pour chacune d'entre elles", a ajouté M. Bertrand. "Certaines organisations m'ont déjà transmis des documents détaillés avec des propositions, je peux vous dire que je les étudie complètement d'ici le prochain rendez-vous, que j'aurai avec elles la semaine prochaine", a poursuivi le ministre.

#### **11 h 25 : entre 7 % et 15 % de grévistes à La Poste**

La grève à La Poste était suivie jeudi matin par 7 % des postiers selon un premier décompte de la direction, tandis que SUD-PTT parle de 15 % de grévistes. Selon la direction de La Poste, la grève n'a que très peu de conséquences sur la distribution, "ici ou là". "La Poste a mis tout en œuvre pour assurer l'accueil de ses clients et la continuité de service, que ce soit dans les domaines du courrier, du colis et de la Banque postale", précise la direction. Pour Régis Blanchot (SUD-PTT), il n'y a effectivement "pas beaucoup de perturbation, à part sur la distribution du courrier à Paris, où 30 % des facteurs sont en grève".

#### **11 h 32 : la grève touche aussi l'énergie**

La CGT mines-énergie, syndicat majoritaire à EDF et GDF, assure que la grève est bien suivie dans l'énergie, avec de premiers taux de grévistes autour de 80 % et une baisse de la production d'électricité de 10 000 mégawatts dans la matinée. "Il est trop tôt pour savoir si cela entraînera des délestages ou de l'importation [d'électricité], d'autant plus que le réseau est moins sollicité avec la grève dans les transports", a indiqué Marie-Claire Cailletaud, porte-parole de la fédération syndicale. L'électricité a été coupée jeudi matin à La Lanterne, résidence secondaire du président Nicolas Sarkozy à Versailles. (à EDF la grève a été suivie à 51,9 %, selon la direction)

#### **11 h 46 : "Un premier avertissement réussi", pour Olivier Besancenot**

"Le gouvernement vient déjà de perdre la première manche puisqu'il voulait que les cheminots soient divisés, et ce n'est pas le cas puisque c'est une journée qui est déjà un gros succès", affirme le porte-parole de la LCR sur Canal +. Pour gagner "la deuxième manche", il faudrait réussir à reconduire la grève "au moins pour demain" vendredi, estime-t-il.

#### **11 h 49 : la FSU prévoit un "bras de fer" avec le gouvernement**

La grève de jeudi pourrait annoncer d'autres mouvements de grogne sur des thèmes comme l'emploi ou le pouvoir d'achat, prévient la FSU, premier syndicat de la fonction publique d'Etat. Pour son secrétaire général, Gérard Aschieri, cette journée de mobilisation nationale est "un passage obligé" susceptible de déboucher sur un "bras de fer" avec le gouvernement. "Il y a aujourd'hui une accumulation de motifs d'inquiétude et de mécontentement", a-t-il déclaré sur la chaîne France 24. (moins de 10% des enseignants ont fait grève.)

#### **12 heures : 73,5 % des cheminots en grève**

A 11 heures, la direction de la SNCF comptabilisait 73,5 % de ses cheminots en grève. En 1995, au plus fort du conflit, ils étaient 67 %.

#### **12 h 47 : 10 % de grévistes chez France Télécom**

Selon les chiffres de la direction, 10,2 % des employés de l'entreprise étaient en grève à la mi-journée. Les syndicats n'avancent pas de chiffres.

#### **12 h 50 : la grève reconduite à la RATP**

Des assemblées générales de salariés décident de reconduire la grève vendredi sur le réseau RATP des RER A et B et plusieurs lignes de métro. Le mouvement est notamment reconduit dans "40 des 46 terminus métro", indiquent l'UNSA (autonomes) et SUD, tous deux minoritaires et les deux seules organisations qui appelaient à la poursuite de la grève.

#### **12 h 52 : les journaux de France 3 perturbés**

Le journal national de la mi-journée de France 3 ainsi que deux éditions régionales sur treize ont été perturbés jeudi, en raison d'un appel à la grève suivi par "4 % du personnel en régions", indique la direction. Le journal national, sans présentateur, a proposé une édition "tout images".

#### **13 h 05 : 50 000 personnes dans les rues de Marseille**

Plus de 50 000 personnes selon les organisateurs, environ 10 000 d'après une première estimation de la police, défilent à Marseille. "On espère que Nicolas Sarkozy saura entendre la volonté des salariés. Si le gouvernement devait rester droit dans ses bottes, il y aura un prolongement à cette journée", prévient la secrétaire de l'union départementale CGT, Mireille Chessa. En tête du cortège, une banderole proclamait : "Nous avons la force de les arrêter pour imposer de nouvelles conquêtes sociales." Sans surprise, ce sont les cheminots qui fournissent le plus important contingent de manifestants.

### **13 h 18 : un agent des finances sur cinq en grève**

Environ 20 % des fonctionnaires des finances étaient en grève à la mi-journée, annonce le ministère du budget et de la fonction publique. Plus précisément, 26 % des agents étaient en grève jeudi à la direction générale des impôts, 10 % à la comptabilité publique et 5 % dans les administrations centrales, selon un porte-parole du ministère de l'économie et de l'emploi. Cette mobilisation se situe "au niveau du CPE en 2006", a-t-il souligné. (20% ont fait grève à Bercy)

### **13 h 21 : la grève est "illégal", affirme Jean-Marie Le Pen**

Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, estime que la grève est "illégal". "Toute grève engagée contre des décisions politiques est illicite", déclare M. Le Pen dans un communiqué. "Une fois de plus, les syndicats de l'archéosocialisme paralysent le pays par une grève préventive et politique", regrettent-ils.

### **13 h 53 : trafic toujours "très fortement perturbé" à la RATP**

Le trafic était toujours "très fortement perturbé" jeudi en tout début d'après-midi à la RATP, en raison de la grève contre la réforme des régimes spéciaux de retraite, "quasi-nul" sur les RER A et B a indiqué la direction. Pour le Métro, le trafic des lignes 1, 4 et 6 était assuré "entre 15 et 25%" celui de la ligne 2 "à 10%" et sur les autres lignes le trafic était "quasi nul". Seule la ligne 14 — une ligne automatique, sans conducteur— fonctionne normalement. Enfin le trafic bus et tramway était assuré "à 15%".

### **14 h 00 : entre 7 300 et 50 000 personnes ont défilé à Marseille**

A Marseille, 7 300 personnes ont défilé, selon la police, et 50 000 selon les syndicats. "Tout le monde ment, le gouvernement ment énormément" scandaient les manifestants au son du groupe Massilia Sound System, derrière une banderole de tête sur laquelle on pouvait lire : "CGT, FSU, FO, CFDT, Solidaires, ensemble public-privé pour les cortèges de nos pensions, salaires, emplois et retraites". Dans le sud, les cortèges ont réuni 2 500 personnes à Avignon, 1 500 à Toulon, 700 à Montpellier et 2 400 à Perpignan, selon la police. En Corse, deux manifestations ont eu lieu à Bastia et Ajaccio, avec environ 250 personnes chacune, selon la CGT. Dans le sud-ouest, entre 1 800 et 2 400 personnes ont manifesté à Tarbes. A Auch dans le Gers, on dénombrait 200 manifestants.

### **14 h 08 : 7 % des agents de la fonction publique d'Etat en grève**

Le mouvement de grève jeudi contre la réforme des régimes de retraite spéciaux a été suivi par 7% des agents de la fonction publique d'Etat en moyenne, y compris l'éducation, a annoncé le ministère de la fonction publique. Hors éducation, le taux de grévistes est évalué à 5%, selon la même source.

### **14 h 32 : SUD-Rail pousse à la reconduction de la grève à la SNCF**

Sud Rail, le deuxième syndicat de la SNCF, a salué jeudi, "la participation historique des cheminots dans la grève" avec un taux de "75%" (73,5% selon la direction) et a estimé qu'un arrêt du mouvement "dans ces conditions" serait "un incroyable gâchis". SUD Rail, tout comme FO et la Fgaac (agents de conduite autonomes) ont appelé à la reconduction de la grève, au contraire de la CGT-cheminots et des autres syndicats partisans d'un conflit "carré" de 24 heures.

### **15 h 01 : transports urbains en province très peu perturbés, selon le patronat**

Les transports urbains en province étaient jeudi 10 octobre, "très peu perturbés", selon l'Union des transports publics (Patronat), qui a décompté 3 réseaux fonctionnant à moins de 50%, sur la trentaine ayant déposé un préavis, et six fonctionnant entre 50 et 70%. Les trois réseaux les plus touchés avec moins de 50% de fonctionnement, sont ceux de Douai, Forbach, et Evreux, a ajouté l'UTP.

### **15 h 10 : début de la manifestation parisienne contre les régimes spéciaux**

Plusieurs milliers de personnes ont commencé à défiler, jeudi vers 15 heures à Paris, de la Place de la République vers celle de la Nation, à l'appel d'une intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires) d'Ile-de-France contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. La CFDT ne s'est pas associée à l'appel unitaire, jugé trop large, mais participait au défilé, représentée notamment par Jean-Louis Malys.

Les secrétaires généraux de la CGT, Bernard Thibault, et de FO, Jean-Claude Mailly, marchaient en tête du cortège égayé par des gros ballons rouges, aux côtés de Gérard Aschieri (FSU), Annick Coupé (Solidaires) et Jean Grosset (UNSA). Le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, était également présent. "Ensemble pour salaires, emploi, retraites, protection sociale, services publics", pouvait-on lire sur la banderole de tête.

#### **15 h 27 : entre 3 000 et 10 000 manifestants à Bordeaux**

De 3 200 personnes selon la police à 10 000 selon la CGT, du public et du privé, ont défilé jeudi à Bordeaux pour défendre les régimes spéciaux de retraite et les services publics, mais aussi contre un large éventail de mesures gouvernementales. Derrière une banderole unitaire "Pour la défense de nos systèmes solidaires de protection sociale", les manifestants scandaient des slogans favorables à la retraite après trente-sept ans et demi de cotisation. Les protestataires demandaient tout aussi bien le retrait de la loi sur les universités que des franchises médicales. D'autres se mobilisaient pour à la défense des emplois dans les usines girondines de Flextronics et Ford. Le ton de la journée a été résumé par Luc Paboeuf, secrétaire départemental de la CGT, qui a fustigé "les orientations d'une politique gouvernementale de plus en plus soumise aux lois du marché et de la finance".

#### **15 h 29 : la CGT appelle le gouvernement à prendre acte de la mobilisation**

Bernard Thibault a appelé jeudi le gouvernement à prendre la mesure de la mobilisation contre la réforme des régimes spéciaux de retraite et à ouvrir de "réelles négociations."

#### **15 h 38 : entre 5 000 et 10 000 manifestants à Toulouse**

Près de 5 000 personnes selon la police, 10 000 selon les syndicats, manifestaient jeudi après-midi à Toulouse pour protester contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. Rassemblés derrière la banderole de tête de la CGT "Luttez pour gagner plus", les manifestants marchaient dans le centre-ville criant des slogans comme "De l'argent pour la Sécu, pour la retraite, pour l'école, il y en a... dans les poches du patronat".

Dans le cortège, les étudiants brandissaient des banderoles comme "O/20 à la loi Péresse, note éliminatoire" afin de réclamer le retrait de la loi d'autonomie des universités. Des salariés du Trésor public et des impôts, ainsi que des agents d'hôpitaux participaient également à cette marche, suivis par des employés CGT de la société aéronautique Liebherr-Aerospace.

#### **15 h 47 : "Le gouvernement veut réussir" la réforme des régimes spéciaux, selon Xavier Bertrand**

"Le gouvernement veut réussir, doit réussir cette réforme des régimes spéciaux mais, dans le même temps, la grève n'interdit pas le dialogue", a déclaré le ministre du travail, Xavier Bertrand, lors de la séance des questions au gouvernement au Sénat. Xavier Bertrand avait dit dans la matinée qu'il était prêt à rencontrer l'ensemble des organisations syndicales la semaine prochaine pour évoquer ce dossier.

#### **15 h 49 : reconduction de la grève**

Plusieurs assemblées générales ont voté la reconduction du mouvement de grève à la SNCF qui perturbe très fortement le transport par rail en France, ont annoncé des syndicats. Selon SUD-Rail, "les assemblées générales qui se sont tenues ce matin ont connu une forte participation. Quasiment toutes ont voté la reconduction" de la grève à la SNCF. Selon Christian Mahieux, responsable de SUD-Rail, toutes les gares parisiennes reconduisent la grève, ainsi que celles de Lyon et Marseille.

#### **16 h 21 : une réunion des syndicats de la RATP vendredi 19 octobre**

Selon Jacques Eliez, secrétaire de l'union syndicale CGT-RATP, le taux de grévistes était de 59 % à la Régie autonome des transports parisiens. "Des manœuvres existent et vont exister pour tenter d'affaiblir ce mouvement", a poursuivi la CGT-RATP, qui a précisé que vendredi "l'ensemble des organisations syndicales de la RATP se réunira afin de faire le point sur la mobilisation et les suites à y donner". Pour l'heure, seuls deux syndicats minoritaires à la RATP, UNSA et SUD, ont déposé des préavis de grève reconductibles. Notant la mobilisation de SUD-Rail et de l'UNSA, Jacques Eliez a

déclaré que la CGT-RATP "poursuit sa démarche d'unité syndicale la plus large et de rassemblement en lien avec les autres secteurs pour une riposte interprofessionnelle majeure" .

La mobilisation à l'appel des huit syndicats de l'entreprise "est évaluée équivalente ou supérieure à celle de 2003 à la RATP", a-t-il déclaré.

### **16 h 56 : stigmatiser les régimes spéciaux "ne réglera pas le problème des retraites"**

Annick Lepetit, secrétaire nationale du PS chargée du logement, a estimé jeudi que "la stigmatisation du gouvernement vis-à-vis des régimes spéciaux ne réglera en aucune manière le problème des retraites", regrettant une "politique à courte vue". Par ailleurs, elle a fait remarqué que la disparité de l'espérance de vie "se creuse" entre les métiers les plus pénibles et les autres, avec un écart de neuf ans, "alors qu'il était d'à peine huit ans en 1997". Dans ce contexte, "pourquoi ne pas entamer maintenant les négociations sur la pénibilité du travail et ne pas faire entrer dans la négociation les questions oubliées des stock-options, des parachutes dorés, des conditions de financement des régimes autonomes par le régime général des salariés ?", a-t-elle demandé lors d'une conférence de presse au siège du parti, rue de Solferino à Paris.

### **17 h 13 : environ 25 000 manifestants à Paris**

Environ 25 000 manifestants participaient, jeudi après-midi à Paris, à la manifestation parisienne contre la réforme des régimes spéciaux de retraite, selon la CGT. Pour la police, le défilé syndical comptait environ 21 000 personnes. Organisé à l'appel d'une intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires), le cortège est parti vers 15 heures de la place de la République et se dirigeait vers la place de la Nation. Des militants d'autres syndicats, comme la CFDT ou l'UNSA, participaient au défilé.

### **17 h 25 : situation normale dans les aéroports**

La situation était "tout à fait normale" jeudi à 17 heures dans les aéroports d'Orly et de Roissy, a-t-on appris auprès de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) qui n'a enregistré dans la journée ni retard de vols, ni gréviste parmi les contrôleurs aériens. La DGAC et Air France ont fait savoir que certains vols avaient été annulés préventivement afin d'anticiper les conséquences de la grève.

### **17 h 52 : mobilisation partielle des employés des Assedic et de l'ANPE**

Entre 8% et 10% du personnel des Assedic, et entre 15% et 20% à l'ANPE ont fait grève jeudi à l'appel d'une partie de leurs syndicats (FO, CGT, Sud) opposés au projet de fusion des deux établissements, selon les syndicats et directions des deux organismes. A l'Unedic, le taux de grévistes a atteint 7,68% selon la direction et 10% selon la CGT. ANPE et Assedic ne sont pas concernés par la réforme des régimes spéciaux, mais les syndicats jugeaient important de s'associer à la grève pour dénoncer les attaques contre la qualité du service public, particulièrement dans leur secteur.

### **17 h 57 : 150 000 manifestants selon la police, 300 000 selon la CGT**

En France, sur les 130 manifestations contre la réforme des régimes spéciaux de retraite ont rassemblé, selon la direction générale de la police nationale, 150 000 personnes. Selon une estimation provisoire de la CGT, 300 000 personnes ont manifesté à travers la France.

### **18 h 13 : trafic perturbé à la RATP vendredi 19 octobre**

Le trafic RATP restera "fortement perturbé" vendredi, avec un métro sur trois et des difficultés persistantes sur les lignes A et B du RER, ainsi que celles des bus et du tramway, après la grève de jeudi suivie par 58% des agents, a annoncé la direction. "Un tiers du trafic" des métros sera assuré. Sur les lignes A et B du RER opérées par la RATP, "toutes les gares seront ouvertes mais le trafic restera fortement perturbé". Les interconnexions resteront suspendues. "Le trafic des tramways et bus sera également fortement perturbé avec également une tendance à la reprise", selon la RATP.

La régie "s'efforcera tout au long de la journée d'assurer un retour à un service normal", et signale qu'elle "paiera 2 millions d'euros au STIF (autorité organisatrice des transports en Ile-de-France), au titre des pénalités" du fait de son engagement pour un service garanti.

### **18 h 34 : un mouvement de grève "particulièrement réussi", selon François Hollande**

Le mouvement de grève contre la réforme des régimes spéciaux de retraite est "particulièrement réussi", a estimé jeudi François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste lors d'un déplacement en Alsace. "Le gouvernement et Nicolas Sarkozy sont directement interpellés. Il faut une réforme juste et équitable des régimes spéciaux", a-t-il estimé, jugeant nécessaire de prendre en compte "le principe de pénibilité". "Aujourd'hui, l'information principale n'est pas le divorce de M. et Mme Sarkozy, c'est la grève particulièrement suivie qui a donné l'espoir qu'après ce mouvement il puisse y avoir une vraie négociation", a-t-il encore indiqué.

### **19 h 10 : la direction de la RATP prévoit un métro sur trois vendredi**

La RATP prévoit un métro sur trois vendredi 19 octobre et attend de fortes perturbations pour les RER A et B, les bus et les tramways, certains syndicats ayant reconduit la grève contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. Selon une porte-parole de la RATP, un tiers du trafic des métros à Paris sera assuré. Les lignes A et B du RER seront "fortement perturbées", mais toutes les gares seront ouvertes. Le trafic des bus et des tramways parisiens sera également "fortement perturbé", a-t-elle ajouté.

### **19 h 14 : La CGT-cheminots n'appelle pas à la reconduction de la grève**

Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-cheminots a appelé, sur RTL, jeudi 18 octobre, les salariés "à tout faire pour éviter la division, les oppositions et surtout l'instrumentalisation du mouvement à d'autres fins que d'assurer l'avenir et la pérennité des régimes spéciaux". Il a confirmé que son syndicat n'appellait pas à reconduire la grève vendredi, contrairement à SUD-Rail, à FO et à la Fgaac. Il a ajouté qu'il lui "appartient de continuer à conserver un cadre unitaire et interprofessionnel le plus large possible" à ce conflit. Interrogé sur un nouveau mot d'ordre de grève pour vendredi, M. Le Reste a rétorqué : "la CGT n'a pas un double langage. Nous restons sur la stratégie qui a été décidée", une grève "carrée" de 24 heures ce jeudi, a-t-il poursuivi. Enfin M. Le Reste a affirmé "attendre dès ce soir des propositions émanant de la direction de la SNCF pour ce qui relève de sa responsabilité".

---

## **Article de Lutte de classe.**

En décembre 95, 67% des cheminots avait fait grève pour défendre les régimes spéciaux de retraite, 62,4% le 13 mai 2003, il y en a eu 73,5% selon la direction de la SNCF, un peu plus de 75% selon certains syndicats. Il est donc permis d'affirmer que la mobilisation a été massive. Aux cheminots sont venus se joindre des dizaines de milliers de travailleurs d'autres secteurs de la fonction publique et du secteur privé.

75% en grève à la SNCF, les cheminots ont ainsi démontré leur détermination à refuser la remise en cause de leur régime de retraites qui vient s'ajouter à la dégradation continue de leurs conditions de travail et à toutes les contre-réformes votées par le gouvernement depuis cinq mois, sans oublier la question des salaires.

La direction de la CFDT a joué le rôle de la division le 18 en n'appelant pas à la manifestation parisienne. Quant à la reconduction de la grève le 19, les directions de la CGT, de la CFDT et de CFTC jouent le rôle de briseurs de grèves, les uns et les autres appelant le gouvernement à négocier alors que son porte-parole Laurent Wauquiez a rappelé qu'il n'entend « *pas céder* » sur l'augmentation de la durée de cotisation de 37 ans et demi à 40 ans, ce qui signifie clairement qu'il n'y a rien à négocier. Dans le rôle de briseur de grève, il faut ajouter le PS, Hollande réclamait hier « *une réforme juste et équitable des régimes spéciaux* ».

Selon Bernard Thibault « *On n'a pas créé les conditions du dialogue* », alors que les dirigeants syndicaux ont participé à une multitude de rencontres avec Xavier Bertrand. Qu'est-ce que cela signifie ? Pour comprendre il faut se remémorer ce qui s'est passé au printemps 2006 avec le CPE.

Des camarades ont expliqué que le gouvernement avait voulu imposer le CPE en n'associant pas les syndicats, entendez par là, en se passant du « dialogue social », et que pour cette raison il avait



échoué, car le gouvernement avait absolument besoin du soutien des syndicats pour faire passer le CPE, ce qui expliquait ensuite que les dirigeants syndicaux n'avaient pas eu d'autre possibilité que de se retourner contre le gouvernement, d'où le mouvement unitaire qui s'en était suivi.

A l'époque, j'avais trouvé cette interprétation des faits un peu courte pour ne pas dire erronée. Je pensais au contraire que les syndicats et le gouvernement avaient discuté ensemble du CPE dès l'été 2005, au moment où le gouvernement promulgua le CNE. Ces mêmes camarades m'ont alors fait la réponse habituelle : j'étais loin de la France, par conséquent je ne pouvais pas comprendre ce qui s'était passé...

En ce qui concerne le projet de liquidation des régimes spéciaux de retraite, il serait insensé de dire que les dirigeants syndicaux et le gouvernement n'en ont pas discuté ensemble avant le 18 octobre. Les dirigeants de huit organisations syndicales ont appelé dans l'unité les cheminots à faire grève le 18 octobre, alors que ces mêmes dirigeants ont rencontré Sarkozy, Bertrand et plusieurs représentants du gouvernement à de multiples reprises au cours des mois qui se sont écoulés, personne ne peut le nier. On se rend compte ici, que l'interprétation du mouvement social contre le CPE dont j'ai parlé, était effectivement erronée. Et vous savez pourquoi ? Pour une raison bien simple : ces camarades, obnubilés par le rôle des appareils au point de devenir aveugles, avaient tout simplement oublié la détermination des étudiants et de la jeunesse au printemps 2006 à résister et à se battre pour défendre leurs intérêts en se saisissant de leurs organisations comme point d'appui pour se mobiliser massivement contre le gouvernement, au-delà des plans échafaudés discrètement par le gouvernement et les dirigeants syndicaux.

Aujourd'hui, la situation est identique chez les cheminots et les fonctionnaires en générale : les dirigeants syndicaux savent pertinemment que le projet du gouvernement ne passe pas, que pas un fonctionnaire ne peut y être favorable, car cette contre-réforme ne comporte aucun point positif pour eux. Pas un syndiqué ne peut approuver le projet du gouvernement de liquider les régimes spéciaux, alors, bien que les dirigeants syndicaux et le gouvernement se soient attelés à travers le « dialogue social » à tenter de faire avaler la pilule aux cheminots, car c'était l'unique objectif de ce processus à caractère corporatiste, rien n'y fait, cela ne passe pas.

Les conditions objectives sont plus fortes que les appareils ou les manœuvres du gouvernement, cela vous dit-il quelque chose camarades ? Voilà aussi ce que ces camarades avaient semble-t-il perdu de vue. D'ailleurs, quand je leur ai posé la question de savoir pourquoi les dirigeants avaient réalisé l'unité au printemps 2006, ils n'ont pas été capables de me fournir une explication convaincante.

Pour faire passer ses contre-réformes, le gouvernement a certes besoin du soutien des dirigeants syndicaux et des partis issus du mouvement ouvrier, mais cela ne suffit pas toujours. Il use de la démagogie, de mensonges, de promesses, le tout sans modération relayé par les médias, mais cela ne suffit pas encore. Souvenez-vous de ce qui s'est passé avec le projet de traité constitutionnel européen en 2005 : tout le monde en parlait de plus en plus, le sujet était abordé quotidiennement dans les médias, etc., plus les supporters du oui vantaient le contenu de ce projet, et plus son côté réactionnaire apparaissait plus clairement aux yeux des travailleurs, on connaît la suite.

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas des abrutis, dès qu'on leur explique clairement les choses, ils sont parfaitement capables de les comprendre, c'est aussi ce que des camarades oublient parfois inconsciemment. Les médias peuvent manipuler des travailleurs illettrés ou analphabètes, mais en France nous n'en sommes plus là, il n'y a pas que les intellectuels qui sont capables de comprendre le contenu d'un projet de loi, dès lors qu'on leur explique simplement son contenu antisocial ils peuvent s'en saisir et se mobiliser.

Le meilleur moyen encore pour le gouvernement d'arriver à ses fins, c'est d'aller vite, très vite, ce que Sarkozy avait semble-t-il compris, afin d'éviter que la discussion s'éternise sur ses projets et que la majorité de la population s'en mêle. Mais comme le gouvernement s'en prend désormais aux acquis fondamentaux, aux besoins vitaux qui concernent l'ensemble des travailleurs, contrat de travail, Sécurité sociale, retraites, etc., d'une part, il lui est impossible d'empêcher que les travailleurs s'en saisissent, d'autre part, il lui est impossible de passer une contre-réforme fondamentale en catimini sans prendre le risque de déclencher un mouvement de grève que les dirigeants traîtres des syndicats ne pourraient pas contrôler.

Le premier enseignement à chaud que l'on peut tirer de la journée de mobilisation du 18, c'est que le « *dialogue social* », la collaboration de classes des dirigeants des syndicats et des partis n'est pas suffisante pour interdire aux travailleurs de se mobiliser contre le gouvernement. La très forte mobilisation des cheminots est à la fois une défaite pour le gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Kouchner, et une défaite pour les dirigeants syndicaux qui ont accepté le cadre de discussion corporatiste du « *dialogue social* ».

Sarkozy avait inscrit dans son programme présidentiel la remise en cause des régimes spéciaux de retraite. Avec 75% de cheminots en grève le 18 octobre, si besoin était, il est dorénavant prouvé que la légitimité de ce gouvernement ne repose pas sur l'immense majorité de la population dont font partie les cheminots.

Avec 75% de grévistes, il est parfaitement possible aux cheminots de se réunir en assemblée générale avec leurs syndicats et de la reconduire. Ils doivent constituer des comités de grève pour organiser la suite de leur mouvement. Il est évident que le même processus peut être engagé partout où la grève a été suivie en ayant pour objectif de la développer. Les travailleurs de chaque secteur de la fonction publique peuvent ajouter la défense de leurs acquis spécifiques et le refus de la privatisation. Des délégations de grévistes devraient se rendre à l'entrée des usines et des bureaux pour appeler les travailleurs à les rejoindre sur le mot d'ordre de 37,5 annuités pour tous public-privé, en ajoutant la question des salaires, du Smic à 1500 euros net. De même chez les étudiants en associant le retrait de la loi de privatisation des universités, l'abandon du LMD, etc.

Thibault et Le Reste (secrétaire général de la CGT-cheminots) veulent isoler les cheminots en refusant d'ajouter d'autres revendications à celle des régimes spéciaux de retraite qui ne concerne que 500 000 fonctionnaires en activité. On doit tout faire au contraire pour éviter qu'ils se retrouvent isolés pour infliger une défaite cinglante au gouvernement.

Notre combat pour la défense des régimes spéciaux de retraite ne doit pas apparaître comme la défense des intérêts particuliers d'une frange du prolétariat, ce qui serait tomber dans le trade-unionisme. Au contraire, il faut expliquer que la revendication des cheminots (pas seulement) est légitime et que leur grève exprime le rejet du programme antisocial du gouvernement qui frappe la totalité du prolétariat, les classes moyennes et la petite-bourgeoisie, et dont de plus en plus de travailleurs prennent conscience en cherchant le meilleur moyen pour se mobiliser contre le gouvernement.

Faire le lien entre la liquidation des régimes spéciaux de retraite et l'ensemble de la politique réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner permet d'élever le niveau de conscience des travailleurs des revendications partielles aux tâches politiques qu'il a à accomplir, de leur démontrer que la réalisation du programme de revendications transitoires est inséparable de la réalisation du programme de la révolution socialiste, et par conséquent de construire le parti sur des bases saines et claires.

(source : *Le Monde*, AFP et Reuters du 19 octobre)

---

**En supplément, quelques extraits de la résolution du IIIe congrès de l'Internationale Communiste de 1921 qui peuvent aider les camarades à définir une perspective à leur intervention.**

*« Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. »*

*« Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux*

*de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. »*

*« C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, ne fût-ce que partielle du prolétariat (...) »*

*« Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'État. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusque et y compris celui du renversement direct de l'adversaire. »*

*« En établissant leurs revendications partielles, les partis communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser. »*